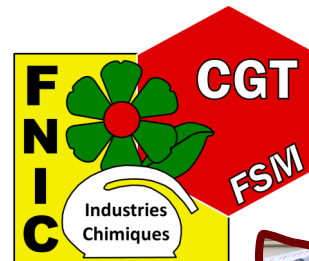


Sommaire

Droits et libertés – Les chiffres du jour – Vie syndicale
Compte-rendu du Comité Exécutif Fédéral du 28 octobre 2020
Assises du 29 octobre à Martigues
Tract : « Dès maintenant, un plan d'action pour un changement de société ! »

(Page 1)
(Page 2)
(Page 3)
(Page 4)



L'actualité du **ministère** des industries chimiques

N° 386 du 06 novembre 2020

L'agenda

**41^{ÈME}
CONGRÈS
FNIC-CGT
DU 30 AU 02
DÉCEMBRE 2020
À MONTREUIL**

**41^e
CONGRÈS**

**MONTREUIL – 30 NOVEMBRE AU 02 DÉCEMBRE 2020
DE LA CONVERGENCE À LA VICTOIRE**

RÉUNIONS PARITAIRES À VENIR

09/11	OFFICINES - CMPPNI
10/11	PLASTURGIE - CMPPNI
13/11	PÉTROLE - RPPO CPPNI
18/11	DROGUERIE - CPPNI
25/11	LABORATOIRES BM - ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
26/11	PLASTURGIE - CMPPNI
26/11	LABORATOIRES - CPPNI
01/12	INDUSTRIE PHARMA

Droits & libertés

LE PROTOCOLE NATIONAL SANITAIRE APPLICABLE EN ENTREPRISE EST ACTUALISÉ

Le protocole national pour assurer la santé, la sécurité et l'exploitation des salariés en entreprise face à l'épidémie de la Covid-19 a été actualisé le 29 octobre 2020, suite à l'instauration du nouveau confinement et du renforcement des mesures sanitaires pour enrayer la progression de l'épidémie. Le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 a prescrit les mesures générales.

Quelles sont les nouveautés?

Malgré la pandémie de Covid 19, le gouvernement et les autorités sanitaires continuent de fermer des centaines de lits dans les hôpitaux. Au moins treize hôpitaux vont continuer à perdre des places d'hospitalisation, 69 000 lits ont été supprimés en 15 ans, selon le rapport de la DREES (Direction de la recherche, des études, de l'évaluation, des statistiques.)

RECONFINEMENT :

Outre la fermeture de l'ensemble des commerces dits non essentiels, il s'agit avant tout du retour à la privation de la liberté de circulation des individus, exception faite pour aller au travail !

Les crèches, écoles maternelles, primaires, collèges et lycées restent ouverts : il faut maintenir la scolarisation des plus jeunes pour permettre aux parents d'aller au travail. Le port du masque est obligatoire dès 6 ans.

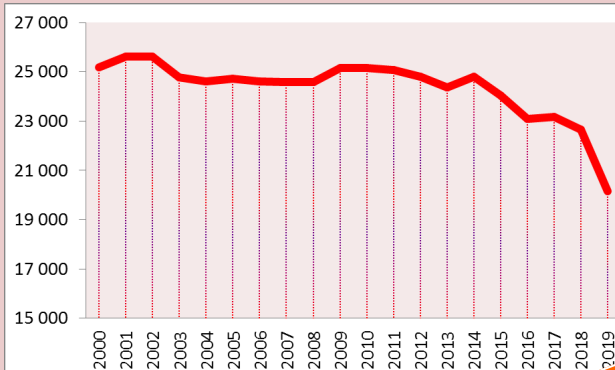


Orga & Vie syndicale

L'exercice 2019 n'est pas encore clôturé.

Il y a urgence pour les syndicats à se mettre à jour des versements de cotisations. Inutile de rappeler que pour se revendiquer de la CGT, la première des choses pour chacun de nos syndicats est d'être à jour de ses cotisations.

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE FNI DEPUIS 2000.



FNIC CGT Case 429 - 263 rue de Paris
93514 Montreuil Cedex
Tél. 01.84.21.33.00 -
<http://www.fnic-cgt.fr> -
E-mail : contact@fnic-cgt.fr
Directeur de publication : Emmanuel Lépine
Bimensuel - 1,06 €
ISSN : 1762-4991 - N° CPPAP : 1025 S 06566
Imprimé par nos soins

Compte rendu du CEF

Comité Exécutif Fédéral Du 28 octobre 2020 à Martigues

♦ Actualités générales :

✚ INTERNATIONALES :

- ♦ **BOLIVIE** : victoire du MAS, Parti d'EVO MORALES, aux élections présidentielles, grâce à la mobilisation du peuple BOLIVIEN ce malgré le putsch de JEANINE ANEZ, soutenue par les USA et que par l'Union Européenne, avec en tête MACRON.
- ♦ **CHILI** : victoire du référendum pour une nouvelle constitution.
- ♦ **INDONESIE** : une loi censée stimuler l'économie en récession à cause du COVID 19 passe mal. Sept des neuf partis présents au parlement ont voté 79 amendements à une loi déjà existante, soi-disant pour créer de nouveaux emplois et stimuler les investissements étrangers. La crainte de perdre d'importants acquis sociaux pousse des milliers de salariés à manifester dans les rues de JAKARTA et dans plusieurs autres villes.

✚ NATIONALES :

- ♦ **ATTENTATS** : la France est une nouvelle fois marquée par une terrible barbarie terroriste. Pour certains, il s'agira de faire de ce terrible évènement une récupération politique.
- ♦ **COVID** : Concernant les annonces du gouvernement en matière de restrictions sociales, le problème n'est pas la COVID 19 mais bien notre système de santé au regard des besoins de la population. Il en est de même pour la nouvelle réforme sur la tarification des urgences. La solution pour vider les services d'urgence est de faire payer un forfait de 18 euros par visite. Une honte quand on connaît, là aussi, l'état de notre système de soins qui a subi de multiples attaques durant les dernières décennies.

Concernant la riposte, le premier constat c'est l'élargissement au niveau des structures de la CGT qui portent cette démarche. Malgré que notre Fédération participe depuis la première heure à cette initiative, la prise en compte de nos syndicats est encore trop faible, que ce soit dans les territoires, lors des étapes de la Marche, mais aussi le 17 octobre à PARIS.

♦ 41^{ème} Congrès Fédéral :

La Fédération est confrontée pour la seconde fois à l'interdiction administrative de la tenue physique de son Congrès. L'actuelle mandature ne saurait se prolonger davantage, c'est un enjeu de démocratie. Mais sans les essentiels débats interactifs et fraternels, le Congrès Fédéral perd beaucoup de sa substance.

Après un débat en profondeur, et face à cette situation historiquement inédite, le CEF décide à l'unanimité :

- ▶ De tenir un Congrès limité aux obligations statutaires minimum, en visioconférence, sur deux jours, les 30 novembre et 1^{er} décembre (possibilité de déborder sur le 2 décembre).
- ▶ Ces obligations sont les débats et votes sur :
 - le rapport d'activité,
 - le rapport financier,
 - l'élection du CEF et de la CFC,
 - la modification statutaire.

L'ensemble des documents est déjà parvenu aux syndicats.

- ▶ De proposer au Congrès le vote d'une motion prévoyant la réunion physique d'un Congrès extraordinaire sur les orientations Fédérales, qui restent donc inchangées, dès que les conditions, notamment sanitaires, seront réunies.

♦ Orga / vie syndicale :

Le rapport Orga/vie syndicale alerte sur les retards de paiements des cotisations des syndicats d'entreprises avec encore 116 syndicats qui n'ont rien payé pour 2019. Et la situation n'est guère mieux pour 2020, avec à peine 50 % de nos syndicats qui ont réglé leurs cotisations. Cette dérive qui s'accroît, amène le CEF après en avoir débattu, à prendre la décision de ne pas envoyer le matériel syndical 2021 (timbres, FNI) aux syndicats n'ayant rien réglés en 2019 et 2020. Pour ces syndicats, le matériel sera à disposition à la Fédération. Il le leur sera remis après qu'ils se soient acquittés du retard.

Actualité sociale

Assises du 29 OCTOBRE À MARTIGUES PRÉPARONS LA RIPOSTE !

Plusieurs centaines de militants, venus de 70 départements et de 20 fédérations, se sont rassemblés à la Halle de Martigues pour répondre à l'offensive capitaliste, durant les "Assises de la Riposte". Celles-ci venaient couronner le succès des Marches pour l'Emploi et la Dignité qui ont convergé, le 17 octobre Paris.

Dès le départ, le rapport introductif donne le ton : « l'ampleur des emplois détruits s'élève à un million minimum ». La perspective est claire selon le camarade : la priorité ne peut pas être la négociation avec nos exploiters mais bien combattre sans concessions cette offensive.

« LA LUTTE C'EST LA VIE »

Durant la matinée des dizaines d'interventions sont venues témoigner que de nombreuses luttes se déroulent actuellement dans les entreprises et faire part des conditions terribles dans lesquelles ce capitalisme en crise, jette des milliers de salariés.

« SUR L'ENSEMBLE DE CES SUJETS, NOTRE SUBSTANCE DOIT RESTER NOTRE ANALYSE DE CLASSE »

C'est cette boussole politique, notre analyse de classe, qui a guidé l'ensemble des interventions de l'après-midi, consacrée à l'organisation effective de cette riposte globale, riposte globale à construire face à l'offensive générale du capital. De nombreuses interventions ont bien évidemment mis en avant cet anniversaire du 5 décembre qui, il y a près d'un an, a vu démarrer l'un des plus grands mouvements de grève de ces dernières décennies en France.

« L'ALTERNATIVE QUI NOUS EST POSÉE EST CELLE DU TYPE DE SYNDICALISME QUE NOUS DEVONS DÉVELOPPER : LE SYNDICALISME DU POSSIBLE OU BIEN LE SYNDICALISME DU NÉCESSAIRE »

L'ensemble des militants CGT présents à ces Assises savent bien ce qui est nécessaire, partant des besoins pour aller jusqu'au changement de société.

Ceci bien évidemment en échos aux témoignages par exemple du camarade du Nord sur les conditions de vie de ces étudiants, à la fois salariés, ce qui les empêche de suivre leurs études. Ou bien du camarade d'Oxypharm situé à Agen qui a pris la parole pour faire le récit de ce militant mort sous la pression d'un patronat revanchard et de ses fidèles serviteurs de la CFDT.

De ces objectifs en sont sorties trois motions qu'il s'agira de populariser dans les entreprises, usines et ateliers afin de transmettre la détermination exprimée lors de ces Assises à tous les salariés.

« UN SYNDICALISME DE LUTTE DES CLASSES POUR UN CHANGEMENT DE SOCIÉTÉ OU UN SYNDICALISME D'ACCOMPAGNEMENT, SANS CHANGEMENT DE RÉGIME ÉCONOMIQUE NE NECESSITENT PAS LA MÊME ORGANISATION NI LA MÊME STRATÉGIE »

Finalement, poser la question de la riposte globale afin de faire face au bulldozer capitaliste, c'est avant tout se poser la question de « **quelle CGT voulons-nous ?** », **sur quelles bases politiques ? accompagnement de ce système ? Ou transformation du système ?**

C'est bien ce sujet qui a traversé l'ensemble des débats de ces Assises et qui a bien évidemment trouvé l'unanimité autour du projet d'un syndicalisme sans concession.

Des Assises qui ont bien évidemment été percutées par l'annonce du confinement et qu'il a fallu réduire de deux journées à une seule. Confinement, qui, lui aussi, a fait l'objet d'une motion et dont chaque évocation par un militant était traduite par un confinement politique de classe.

DANS CETTE PÉRIODE DE RECONFINEMENT, L'HEURE N'EST PAS AU REPLI, NI À COURBER L'ÉCHINE.

AU CONTRAIRE, IL FAUT ÉLARGIR DANS LES TÊTES L'ANALYSE DE CLASSE !

PAGE 4 : TRACT « CLEFS EN MAIN » À DIFFUSER MASSIVEMENT

Dès maintenant, un plan d'action pour un changement de société !

Les Assises de Martigues ont regroupé plusieurs centaines de participants CGT le 29 octobre, venant de 70 départements et issus de 20 Fédérations professionnelles, avec l'exigence d'un plan d'action s'attaquant aussi à la cause de ce que subissent les travailleurs : **le régime économique capitaliste.**

Le constat est le même partout. Les travailleurs vivent un véritable carnage social auquel s'ajoute un carnage sanitaire dû à l'incapacité de notre système de santé à répondre aux défis de la pandémie.

La situation sociale, c'est la multiplication des licenciements dans tous les secteurs économiques, et notamment l'industrie, les activités de commerce et de services, le service public. Ce sont des annonces de centaines des milliers de suppressions de postes qui s'accumulent depuis quelques mois.

C'est aussi une situation dramatique en matière de salaires et de pouvoir d'achat. Les mesures d'urgence sanitaire organisent une véritable chape de plomb sur cette question, y compris pour le personnel hospitalier qui est prié de ranger ses revendications salariales au placard face à la situation du Covid.

La menace de pandémie efface toutes les revendications des travailleurs : le salaire, l'emploi, les conditions de travail, la protection sociale financée par les cotisations sociales, la Réduction du Temps de Travail, l'égalité entre les femmes et les hommes, le droit à un environnement sain, etc.



Si ce constat est largement partagé, il est essentiel de le dépasser et de se projeter dans l'avenir, avec un plan de luttes à construire dans les prochaines semaines et mois.

Après le succès des "Marches pour l'emploi et la dignité", après la manifestation nationale parisienne du 17 octobre, il nous faut passer à la vitesse supérieure.

LES AXES DE TRAVAIL QUI ONT ÉTÉ ADOPTÉS :

- ☞ Organiser au plus tôt une rencontre des entreprises en lutte, pour coordonner les actions face à une même cause, la volonté des patrons de restaurer leurs marges bénéficiaires, de manière à partir de ce qui existe pour donner espoir et appui à tous les travailleurs, ils ne sont pas seuls ou isolés.
- ☞ Faire du 5 décembre une journée d'action de grève dans toutes les entreprises, et de manifestation.
- ☞ Mettre en œuvre un plan de mobilisation avec l'objectif de bloquer l'économie à partir de début janvier.

Loin de l'enfermement physique et idéologique dans lequel veut nous plonger le gouvernement, tout en continuant d'alimenter la machine à profits, **METTONS-NOUS TOUS ET TOUTES EN ORDRE DE BATAILLE POUR UNE RIPOSTE COORDONNÉE FACE À L'OFFENSIVE DU CAPITAL.**

Préparons, organisons partout la résistance, la lutte des travailleurs.